

**- ACCORD REGIONAL DE SALAIRE - CCN DES ETAM DU BATIMENT -
- REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES - A compter du 1^{er} janvier 2020 -**

En application du Titre III de la Convention Collective Nationale des Employés, Techniciens et Agents de maîtrise du Bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'Accord Collectif National du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du Bâtiment, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minimaux des ETAM du Bâtiment de la région Auvergne Rhône Alpes.

Article 1

Pour la région Auvergne-Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ETAM du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1er janvier 2020 pour un horaire collectif de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du Bâtiment est fixé comme suit :

Niveau A	1 537,00 €
Niveau B	1 628,00 €
Niveau C	1 748,00 €
Niveau D	1 872,00 €
Niveau E	2 091,00 €
Niveau F	2 372,00 €
Niveau G	2 639,00 €
Niveau H	2 949,00 €

Dans les départements de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie, à compter du 1er janvier 2020 pour un horaire collectif de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du Bâtiment est fixé comme suit :

Niveau A	1 537,00 €
Niveau B	1 628,00 €
Niveau C	1 748,00 €
Niveau D	1 872,00 €
Niveau E	2 091,00 €
Niveau F	2 398,00 €
Niveau G	2 639,00 €
Niveau H	2 949,00 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Fait à Villeurbanne, le 18 décembre 2019, en 14 exemplaires

FFB Auvergne Rhône-Alpes
M

Union Régionale CAPEB Auvergne Rhône-Alpes
M

Fédération SCOPBTP Auvergne Rhône-Alpes
M

FO BTP Auvergne Rhône-Alpes
M

FNSCBA CGT
M

CFE CGC BTP Auvergne Rhône-Alpes
M

UR CFTC Auvergne Rhône-Alpes
M

CPC URCB CFDT Auvergne Rhône-Alpes
M